DÉCLARATION COMMUNE

Maoré Ndzuani Ngazidja Mwali
Mayotte · Anjouan · Grande Comore · Mohéli
Un seul archipel

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2026

AUX COMORES :

LE VISA BALLADUR NOUS TUE, NOUS BALADE ET NOUS BALAYE

Le visa Balladur : un cimetière marin, un piège administratif, des familles détruites !



Au large de Mayotte, le 20 février 2026. *Arraisonnement d'un kwassa-kwassa transportant 20 personnes, dont sept femmes et trois enfants de 2, 4 et 6 ans. Image extraite d'une vidéo tournée par un policier à bord de la vedette d'interception « Titan ».* © **Lighthouse Reports**

Depuis son instauration il y a plus de trente ans, le visa Balladur transforme le bras de mer entre Anjouan et Mayotte en un véritable cimetière marin, engloutissant des milliers de vies comoriennes au nom d'une frontière artificielle imposée au cœur d'un même archipel. Encore 3 morts et 13 disparus au large d'Anjouan en novembre 2026. Mais l'inhumanité de ce dispositif ne s'arrête pas aux naufrages des *kwasa-kwasa* : elle se prolonge aujourd'hui dans les bureaux de l'administration française, dans l'île comorienne occupée par la France depuis 1975, où l'on nous balade et nous balaye avec un cynisme révoltant.

Récemment, la préfecture de Mayotte a poussé plus de 300 parents comoriens, de la partie indépendante, à rentrer « volontairement » à Moroni avec obligation d'y obtenir un visa auprès de l'ambassade de France. Ces femmes et ces

hommes ont joué le jeu de la légalité. Ils ont fait confiance à la parole de l'État français. Résultat : le piège s'est refermé sur eux. Après avoir accepté de quitter Mayotte dans l'espoir d'obtenir un visa régulier, ces parents se retrouvent aujourd'hui bloqués à Moroni, séparés de leurs enfants pour une durée indéterminée, sans garantie de retour et sans perspective claire de régularisation. Parallèlement, ceux qui sont restés à Mayotte sont souvent empêchés de renouveler leur carte de séjour par des collectifs qui bloquent la préfecture.

« Le visa Balladur ne protège personne : il tue en mer, il humilie dans les consulats et il détruit des familles. »

Voilà la réalité brutale de la politique française dans l'île de Mayotte illégalement occupée : on exige des Comoriens des trois îles indépendantes le respect de procédures « légales » qui sont en réalité des impasses organisées. **En brisant des familles et en bloquant à Moroni des parents qui ont pourtant suivi les règles, les autorités françaises fabriquent elles-mêmes la supposée clandestinité qu'elles prétendent combattre.**

Face à ce mur administratif, quel autre choix laisse-t-on à une mère ou un père séparés de ses enfants, sinon de risquer à nouveau sa vie dans un *kwasa* ? **Le visa Balladur ne protège personne : il tue en mer, il humilie dans les consulats et il détruit des familles.**

Par ailleurs, on peut s'interroger sur les motivations réelles des autorités françaises. D'un côté elles poussent les Comoriens natifs des trois autres îles de l'archipel à rentrer à Moroni et, d'un autre, elles encouragent les Comoriens natifs de Mayotte à s'expatrier. N'est-ce pas pour laisser la place à une colonie de peuplement ?

FACE À CE SCANDALE HUMAIN ET POLITIQUE, NOUS, SIGNATAIRES DE CETTE DECLARATION, EXIGEONS :

1. **Le retour immédiat et sans condition** des plus de 300 parents bloqués à Moroni auprès de leurs enfants scolarisés à Mayotte, ainsi que la délivrance urgente de leurs visas.
2. **L'abrogation pure et simple du visa Balladur**, dispositif meurtrier et criminogène, pour rétablir la libre circulation naturelle des Comoriens entre les quatre îles de leur archipel.
3. **Le respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux des Comoriens** dans toutes les politiques conduites à Mayotte.
4. **Le respect strict de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Union des Comores**, conformément au droit international et aux résolutions des Nations unies.
5. **Une réaction ferme et urgente des autorités comoriennes**, qui doivent cesser tout silence complice ou passivité diplomatique, assumer la protection de leurs ressortissants et exiger des comptes à Paris face à cette humiliation permanente.

SIGNATAIRES

CDISCOM · COMITE MAORE · KA UBUNTU · SOS DEMOCRATE COMORES · AFASPA · CMPK · SURVIE · fasti · MPPAC Mouvement patriotique panafricain de l'archipel des Comores · COLLECTIF D'ACTION JUDICIAIRE · SULUHU

Contact presse : cdiscom.comores@gmail.com